



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique de l'éducation

Question écrite n° 102417

Texte de la question

M. Xavier Breton appelle l'attention de Mme la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche sur le niveau de confiance des Français envers l'école de la République. Entre les mois de décembre 2012 et décembre 2016, le baromètre annuel de la confiance politique du CEVIPOF a enregistré une baisse de 7 points dans la confiance des Français dans l'école. Sur le dernier baromètre du CEVIPOF de janvier 2017, l'école est, avec les partis politiques, la seule institution à baisser et elle enregistre une forte baisse de 3 points. La situation actuelle est sans aucun doute liée à la défiance que suscitent les réformes que le Gouvernement a tenté d'impulser au cours de ce quinquennat : bouleversement des rythmes scolaires, fermeture de classes bilingues, baisse du niveau des programmes, suppression des bourses au mérite, diffusion de la théorie du genre, complexité inutile de la réforme du collège... Toutes ces réformes ont été décidées sans concertation et ont été imposées « par le haut » aux enseignants et à l'ensemble de la communauté éducative. Elles provoquent aussi de profonds mécontentements chez les parents d'élèves qui contestent la logique idéologique de l'égalitarisme et du « nivellement par le bas ». Aussi, il lui demande si le Gouvernement est conscient de l'impact négatif de ses réformes dans la baisse de confiance des Français dans l'école républicaine, alors que la confiance est une vertu cardinale de toute démocratie.

Données clés

Auteur : [M. Xavier Breton](#)

Circonscription : Ain (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 102417

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [7 février 2017](#), page 904

Question retirée le : 20 juin 2017 (Fin de mandat)